

Point de Presse du Conseil d'Etat

18 novembre 2010

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Développement d'une école supérieure de soins infirmiers en Tanzanie	4
Formation aux droits des réfugiés climatiques.....	4
Région transfrontalière	6
Nouveaux horaires SNCF Genève-Lyon-Genève bientôt disponibles	6
Genève-Confédération	7
Oui au projet de révision de la loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence.....	7
Genève	8
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	8
Rencontre avec les délégations des équipes de football nationales de Suisse et d'Ukraine	8
Le Conseil d'Etat veut acheter le terrain et le bâtiment du Moa Club.....	8
Projet de modifications de la loi sur l'organisation judiciaire.....	9
Ouverture des stages d'emploi formation à l'économie privée	10
Déclassement en vue de construire 30 nouveaux logements à Vandœuvres	10
Construction de 22 nouveaux logements à Carouge.....	11
Construction de 90 logements à Meyrin	11
Six nouvelles salles de cinéma à La Praille	12
Meyrin : nouvelles dénominations de rues.....	12
Budget de fonctionnement pour la Fondation pour les zones agricoles spéciales.....	12
Le canton appuie le développement des lignes Pédibus.....	13
Agenda des invitations à la presse	14

Développement d'une école supérieure de soins infirmiers en Tanzanie

Le gouvernement a octroyé un montant total de 518'226 francs sur trois ans (2010-2012) aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) pour financer le développement d'une école supérieure de soins infirmiers à Mbozi, en Tanzanie.

Le projet, mené avec le soutien du ministère tanzanien de la santé et de la sécurité sociale, entend ainsi répondre au manque de personnel soignant dans ce pays et y préserver un niveau d'enseignement de qualité.

La formation des enseignant-e-s en charge du projet sera assurée par le personnel des HUG. Les cycles de formation se dérouleront sur trois années, avec quarante élèves infirmiers et infirmières formé-e-s par volée. L'enseignement aura lieu dans des locaux de l'hôpital de Mbozi, aménagés en salle de cours pour l'occasion. Le personnel des HUG profitera également de son passage pour contribuer à améliorer la qualité des soins dans l'hôpital.



Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Formation aux droits des réfugiés climatiques

Le Conseil d'Etat a octroyé un montant total de 364'000 francs sur trois ans (2010-2012) à l'organisation *Displacement Solutions* pour financer un projet de formation aux droits des déplacés climatiques au Bangladesh, à Kiribati et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le projet permettra de sensibiliser et d'informer les autorités locales et les communautés, en partenariat avec les organisations d'îles et de pays côtiers affectés par la montée des eaux induite par les changements climatiques.

Displacement Solutions élaborera notamment, dans le cadre de ces modules de formation, du matériel informatif sur la question du droit au logement, à la terre et aux biens des personnes déplacées.

Ces formations visent à répondre à la sensibilisation nécessaire des gouvernements et de la société civile des pays cités ainsi qu'à la nécessité de développer des capacités politiques, économiques et sociales, ceci afin

de trouver des solutions durables aux nombreux défis posés par les déplacements humains consécutifs aux changements climatiques.

Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Région transfrontalière

Nouveaux horaires SNCF Genève-Lyon-Genève bientôt disponibles

Le Conseil d'Etat a confirmé que les neuf liaisons ferroviaires TER (Transport Express Régional) aller-retour existantes en 2010 entre Lyon et Genève seront maintenues en 2011, mais repositionnées selon un nouvel horaire. Ces horaires seraient les suivants :

- départs de Genève à 5h10, 6h28, 7h28, 9h28, 11h28, 13h28, 15h28, 17h28 et 19h28 ;
- départs de Lyon à 6h34, 8h34, 10h34, 12h34, 14h34, 16h34, 17h30, 18h34, 20h34.

Cette offre restera bien évidemment complétée par les trois allers-retours proposés en TGV Genève - Lyon - Sud de la France.

Avec la mise en service de la ligne dite du Haut-Bugey, près de la moitié des circulations ferroviaires en région Rhône-Alpes a dû être réadaptée. En raison d'incertitudes concernant l'horaire entre Lyon et Genève, la SNCF et la Région Rhône-Alpes ont choisi de retarder la diffusion d'un horaire qui, publié prématurément, aurait pu contenir de nombreuses erreurs. Cet horaire devrait être disponible très prochainement.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, direction générale de la mobilité, DIM,
☎ 022 546 78 38.*

Oui au projet de révision de la loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence

Le Conseil d'Etat approuve globalement le [projet de révision partielle](#) de la [loi sur les cartels et autres restrictions à la concurrence](#) (LCart) mis en consultation par le Département fédéral de l'économie.

Cette réforme porte en priorité sur l'organisation institutionnelle, la coopération internationale et la modernisation du régime de contrôle des opérations de concentration et des restrictions verticales. D'autres révisions concernent la procédure, les actions civiles et le système de sanctions.

Le projet prévoit notamment la création d'une autorité indépendante – l'autorité de la concurrence – qui aura pour tâche de mener les enquêtes, de présenter des requêtes et, le cas échéant, de saisir le Tribunal fédéral de la concurrence, institué à cet effet.

La réforme permet, d'une part, d'ajuster les dispositions actuelles aux normes internationales – notamment européennes – et, d'autre part, de garantir un respect plus rigoureux des droits procéduraux.

Le Conseil d'Etat salue l'ensemble des améliorations préconisées, qui visent à renforcer encore le principe de la concurrence dans l'intérêt économique général.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Folly, directeur du service du commerce, DARES,
☎ 022 388 39 26*

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

En vue de la prochaine session de l'Assemblée fédérale qui se tiendra du 29 novembre au 17 décembre 2010, le Conseil d'Etat a rencontré la députation genevoise aux Chambres fédérales dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Les discussions ont notamment porté sur les objets suivants : le financement de l'infrastructure ferroviaire suisse 2011-2012, la révision de la LAMal, la surveillance électronique des auteurs de violence domestique et la révision du code pénal.

Rencontre avec les délégations des équipes de football nationales de Suisse et d'Ukraine

A l'occasion du match amical Suisse-Ukraine du mercredi 17 novembre 2010 au Stade de Genève, les délégations des deux équipes de football ont été reçues à déjeuner à la Villa Le Saugy par le Conseil d'Etat, représenté à cette occasion par M. Charles Beer, conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

Le Conseil d'Etat veut acheter le terrain et le bâtiment du Moa Club

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi visant à acquérir deux parcelles situées en zone industrielle et artisanale, d'une superficie totale de 19 639 m², sur la commune de Vernier. Sous réserve du vote de la loi par le Grand Conseil, les bâtiments édifiés sur celles-ci, qui accueillent des activités industrielles ainsi que le Moa Club, deviendront propriété de l'Etat de Genève, pour un montant de 14 millions de francs. Cette acquisition doit permettre de pérenniser le Moa Club et de densifier la zone concernée.

Compte tenu des relations aujourd'hui difficiles entre le propriétaire et l'association Pro Sport Culture et Loisirs, exploitante du Moa Club, le Conseil d'Etat a négocié parallèlement au rachat la conclusion d'un bail avec le propriétaire. En attendant la concrétisation de la transaction, l'Etat devient locataire et sous-loue à son tour le bâtiment à Pro Sport Culture et Loisirs, qui continue ainsi à exploiter le Moa Club.

Ce projet de loi s'inscrit dans le prolongement de deux récentes décisions du Grand Conseil, à savoir l'adoption, le 24 septembre 2010, de la loi modifiant les limites de zone de diverses parcelles dans le périmètre de la zone industrielle des Batailles et l'adoption, le 14 octobre 2010, d'une résolution visant notamment à la réouverture du Moa Club et à sa pérennisation ou à son déplacement dans un autre lieu adéquat.

Les deux parcelles concernées seront prochainement intégrées à la zone de développement industriel et artisanal, dans l'objectif de pouvoir densifier le périmètre à l'aide d'un plan directeur en cours d'adoption, et

d'utiliser le sol de manière plus rationnelle. Elles comportent actuellement deux bâtiments de deux étages sur rez et d'un étage sur rez accueillant des entreprises, ainsi que des ateliers et des entrepôts occupés par des sociétés actives principalement dans le domaine de l'automobile. L'association Pro Sport Culture et Loisirs représente quant à elle le locataire le plus important en termes de surfaces et de loyer.

Le Conseil d'Etat considère que l'acquisition de ces deux parcelles sur la commune de Vernier constitue une opportunité qu'il convient de saisir, tant en regard des exigences de l'aménagement du territoire que des préoccupations dont le Grand Conseil s'est récemment fait l'écho en matière d'offre culturelle et de divertissement nocturne.

Pour toute information complémentaire: M. Mark Muller, conseiller d'Etat, DCTI (en contactant : M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67) ou M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat, DARES, ☎ 022 546 88 00.

Projet de modifications de la loi sur l'organisation judiciaire

Le Conseil d'Etat a adopté le projet de loi sur l'organisation judiciaire. Il s'agit du dernier volet lié à « justice 2011 ». Le gouvernement achève ainsi les travaux législatifs rendus nécessaires par la réforme de la justice et l'unification des procédures pénales et civiles au niveau fédéral.

En effet, l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009 des dispositions de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral relatives au droit à l'accès au juge et aux « autorités précédentes » en matière de droit public ainsi que l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007, de la loi fédérale du 20 mars 2009 sur la procédure pénale applicable aux mineurs et du code de procédure civile du 19 décembre 2008 ont conduit la République et canton de Genève à modifier quelques dispositions de sa constitution et un très grand nombre de lois cantonales.

Ces modifications, issues de projets de lois du Conseil d'Etat, ont été examinées par une commission du Grand Conseil spécialement créée à cet effet, la « commission ad hoc justice 2011 ». Le projet a été mené à un rythme soutenu au fil d'une centaine de séances. La commission a étudié les diverses propositions avec soin, dans le but d'identifier celles qu'elle souhaitait retenir, puis de décider de quelle manière elles seraient traitées. Voici les trois possibilités relevées par la commission concernant les modifications de la loi sur l'organisation judiciaire:

- a) inclusion dans les clauses de modifications à d'autres lois des textes d'ores et déjà déposés par le Conseil d'Etat mais que le Grand Conseil n'avait pas encore adoptés.
- b) concrétisation sous forme de projet de loi séparé, notamment en cas d'urgence.
- c) inclusion dans un projet de loi prévu pour coordonner, harmoniser et améliorer l'ensemble de la réforme.

Le Conseil d'Etat a adopté cette dernière proposition, divisée par commodité en trois textes distincts.

Le premier texte ne comprend que des dispositions formelles : il instaure notamment une voie de droit paritaire, imposée par le droit fédéral, contre les décisions de la chambre des relations collectives de travail.

Le deuxième réintroduit une possibilité de conciliation en matière de litiges de droit public concernant l'égalité entre femmes et hommes, comble certaines lacunes, par exemple en matière de procédure de taxation des émoluments et honoraires des notaires et de taxation des honoraires des avocats, et renforce enfin le rôle des huissiers judiciaires en matière d'évacuation d'un logement en vue d'une meilleure protection.

Le troisième propose l'adjonction d'un poste de juge au Tribunal administratif de première instance (pour accélérer les procédures fiscales et de construction) et à la Cour de Justice (pour traiter les procédures prud'homales de 2^e instance). Il valorise enfin le traitement des magistrats du pouvoir judiciaire.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE,
☎ 022 327 92 09.*

Ouverture des stages d'emploi formation à l'économie privée

Les chômeurs inscrits depuis douze mois et plus pourront désormais effectuer des stages d'emploi-formation au sein de l'économie privée. Suite au préavis favorable exprimé par le conseil de surveillance du marché de l'emploi lors de sa séance du 15 octobre dernier, le Conseil d'Etat autorise l'office cantonal de l'emploi à engager des partenariats avec des entreprises privées pour réaliser des programmes de stages emploi-formation.

La législation en matière de chômage prévoit que chaque chômeur puisse bénéficier d'un programme de stage emploi formation (PEF) au plus tard à l'issue du douzième mois de chômage. Ces stages PEF visent en priorité le retour ou le maintien dans une activité professionnelle et permettent, au besoin, d'y intégrer des éléments de formation hors du lieu de travail, jusqu'à 50% du temps de travail.

A ce jour, seule l'administration cantonale et quelques organisations à but non lucratif proposent des places de stage PEF dans l'économie privée. L'ouverture de programmes PEF dans l'économie privée permettra de renforcer l'offre de stages dans des secteurs économiques importants et offrant un fort potentiel de réinsertion pour des chômeurs faiblement qualifiés.

Cette décision du Conseil d'Etat s'appuie sur les constats réalisés au cours des deux premières années de mise en œuvre de la nouvelle [loi en matière de chômage](#). Les stages PEF s'avèrent efficaces en matière de réinsertion, mais leur offre était jusqu'ici insuffisante dans des professions comme le commerce de détail ou l'hôtellerie-restauration. Début 2011, le Conseil d'Etat proposera d'autres adaptations réglementaires ou législatives à l'occasion de la publication du premier rapport d'évaluation de la loi cantonale en matière de chômage.

Pour toute information complémentaire : M. Patrick Schmied, directeur général de l'office cantonal de l'emploi, DSE, ☎ 079 252 88 04.

Déclassement en vue de construire 30 nouveaux logements à Vandœuvres

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones bordant la route de Meinier, à Vandœuvres, en vue de créer une zone 4B destinée à la réalisation d'un immeuble de trente logements. Ce projet de loi porte sur une superficie de 6370 m² située dans la continuité de la zone à bâtir existante, à proximité directe de la salle et de l'école communales.



Un concours d'architecture sera organisé pour la réalisation de ce futur bâtiment, dont les logements seront prioritairement attribués à des jeunes ménages de la commune afin de maintenir une cohésion entre les différentes générations d'habitants.

Ce projet de modification des limites de zones s'inscrit dans le cadre défini par le [plan directeur cantonal](#) visant à favoriser une évolution raisonnable des villages. En effet, de légères extensions de la zone à bâtir en milieu rural sont envisageables pour les communes dont les zones constructibles sont en voie de saturation.

Ce projet répond en outre au plan directeur communal adopté par le Conseil municipal le 2 avril 2007 qui identifie ce secteur comme une possible extension du village de Vandœuvres.

L'enquête publique ouverte du 12 mai au 11 juin 2010 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Vandœuvres a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le 13 septembre 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Construction de 22 nouveaux logements à Carouge



Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation de deux immeubles de logements et d'activités commerciales situés rue Joseph-Girard 18 et 20 sur le territoire de la commune de Carouge.

Les habitations, de trois étages plus attique, totaliseront vingt-deux logements dont six de type HM (habitation mixte) et seize dont le loyer sera soumis au contrôle de l'Etat conformément à la [loi générale sur les zones de développement](#). Le rez-de-chaussée des immeubles sera dévolu à des activités commerciales. Un parking souterrain de trente-huit places sera également réalisé. Les travaux devraient débuter au printemps 2011 pour s'achever au printemps 2013.

Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 10 mars 2010 par le Conseil d'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.

Construction de 90 logements à Meyrin

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation de huit immeubles de logements situés rue de la Golette 15 à 15G à Meyrin.

Les habitations, de quatre sur étages sur rez-de-chaussée, totaliseront nonante logements de type HBM (habitation bon marché) LUP (logement d'utilité publique). Un parking souterrain de soixante-trois places ainsi que sept places extérieures seront également réalisés.

Les travaux devraient débuter au printemps 2011 pour s'achever au printemps 2013.



Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.

Six nouvelles salles de cinéma à La Praille

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer à Jelmoli Immobilien AG une autorisation de construire portant sur la réalisation de six salles de cinéma à la route des Jeunes 10 à Lancy.



D'une surface de 2800 m², cette extension se situera sur la terrasse du deuxième étage du centre commercial et de loisirs La Praille, dont les six salles pourront accueillir jusqu'à 1400 spectateurs. Le coût du chantier avoisinera les 20 millions de francs.

Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 26 octobre 2005 par le Conseil d'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, DCTI (en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67).

Meyrin : nouvelles dénominations de rues

Suite aux propositions de la commune de Meyrin et aux préavis favorables de la commission cantonale de nomenclature, le Conseil d'Etat a donné le nom de «Chemin Rouge» au chemin qui relie le village à la cité, en traversant le lieu-dit la Campagne Charnaux; cette appellation vient du fait que ce chemin est recouvert d'un enrobé de couleur rouge. Il est également donné le nom de «Chemin de Bois-Carré» au chemin qui longe le centre sportif, depuis la route des Vernes, et qui traverse le Bois Carré. Ces dénominations entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2011.



De plus, il est donné le nom de «Lac des Vernes» au petit bassin qui se trouve au lieu-dit «Les Vernes». Cette dénomination entre en vigueur dès la réalisation des travaux.

Pour toute information complémentaire: M. Laurent Niggeler, président de la commission de nomenclature, ☎ 022 546 72 01.

Budget de fonctionnement pour la Fondation pour les zones agricoles spéciales

Le Conseil d'Etat a approuvé un projet de loi visant à doter la Fondation pour les zones agricoles spéciales d'une indemnité, pour la période 2011 à 2014, destinée à couvrir ses frais de fonctionnement, le temps qu'elle soit en mesure de dégager par elle-même les recettes nécessaires à son autofinancement. La Fondation a pour principale mission la gestion foncière des terrains situés au sein des zones agricoles spéciales destinées à la production maraîchère et horticole hors sol.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Marc Sermet, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.

Le canton appuie le développement des lignes Pédibus

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant de 30'000 francs à la coordination de Pédibus, afin de lui permettre de réaliser le développement des lignes Pédibus dans le canton de Genève. Le Pédibus est un système d'accompagnement des enfants à pied à l'école sur des tracés développés par les parents utilisateurs. Le Pédibus permet à l'enfant d'intégrer les règles de sécurité et de comportement, ce qui constitue un apprentissage essentiel pour le rendre autonome et l'amener ensuite à se déplacer seul à pied, en sécurité.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
vendredi 19 novembre de 14h à 17h30	20 ^e Journée de rencontre de l'observatoire technologique	Hepia, aula Georges Charpak, rue de la Prairie 4	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou ☎ 079 240 83 72
samedi 20 novembre de 14h à 17h	Visite de la tranchée couverte de Meyrin-village	Meyrin-village	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24
mardi 23 novembre 12h30	Projet d'agglomération : point de situation du comité de pilotage	Salle de conférence du 9 ^{ème} étage DCTI 5 rue David-Dufour	DCTI	Marie Caruso (projet d'agglomération) ☎ 0033 450 04 54 08
mardi 23 novembre 18h45	Inauguration du restaurant Le Trinquet	43, route des Acacias	DSE	Catherine Santoru ☎ 022 388 24 38
jeudi 25 novembre de 11h30 à 12h15	Publication du livre de Joelle Kuntz « Genève, histoire d'une vocation internationale	Club suisse de la presse à La Pastorale	DSPE	Nathalie Mivelaz ☎ 022 327 90 30 Yvette Renard ☎ 022 327 92 06
vendredi 26 novembre 17h00	Vernissage du livre sur le projet d'agglomération	Librairie et brasserie des Halles de l'Ile	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24